

LAURENT FRAJERMAN (ÉD.), 2013
La grève enseignante en quête d'efficacité
Paris, Syllepse, coll. "Comprendre et Agir", 178 pages

Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé en octobre 2012 par l'Institut de recherches de la FSU (IRHES), en collaboration avec un autre institut de recherches du milieu syndical (IRHSES, fondé par le SNES) et deux centres de recherche universitaires, le CURAPP (Université d'Amiens) et le Centre de recherches historiques (Paris 8). L'ouvrage réunit les contributions de 25 chercheurs ou militants syndicaux, dans une démarche d'éducation populaire. L'objet grève enseignante est appréhendé sous plusieurs aspects : réglementaire, historique, culturel, sociologique, contextuel, morphologique. L'ouvrage est divisé en quatre parties qui donnent l'impression de s'enchaîner deux à deux : une partie réflexive est suivie par une partie plus ancrée dans les expériences grévistes. La réflexion sur l'efficacité fait office de fil rouge.

La grève enseignante est présentée dans l'introduction (Laurent Frajerman) comme un objet de recherche à part entière. La sur-conflitualité enseignante est mesurable : entre 2005 et 2007 un professeur des écoles fait cinq fois plus grève qu'un salarié du privé, le ministère de l'Éducation nationale "qui n'emploie que 3,5% de la population active, représente à lui seul 70% du total de jours de grèves de la fonction publique de l'État et 28% de l'ensemble des salariés" (11). La conflitualité enseignante reste importante comparativement parce que, pour ce groupe professionnel, la grève est plus qu'un moyen d'action dont la finalité serait le blocage de l'économie et de la société, sur le modèle de la grève ouvrière. Identitaire, la grève permet aux enseignants de revendiquer une sociabilité et une appartenance de corps. Contre-pouvoir, elle repose sur un rapport à la fois loyal et conflictuel envers l'administration scolaire. L'introduction cadre donc les

contributions qui vont suivre : se saisir de l'objet grève enseignante suppose une approche plurielle.

La première partie de l'ouvrage (Faire grève, une bonne idée ?) réunit des contributions sur les conditions de réalisation et de réussite de la grève enseignante. Le lien entre grève et syndicalisation apparaît complexe, marqué par le rapport entre les enseignants et leur mission de service public, ainsi que par les relations entre les enseignants et l'État employeur. Les contributions de Le Bars et de Verneuil rappellent la "difficile appropriation de la grève" (35) historiquement et les conditions de son apprentissage par les instituteurs et les professeurs dans la première moitié du XX^e siècle. Le droit de grève des enseignants, acquis depuis 1946 en même temps que l'ensemble des fonctionnaires, fait l'objet d'une réglementation instable, liée à la conjoncture politique comme l'analyse Quentin Lohou. La règle du "trentième indivisible" est réinscrite dans la loi (amendement Lamassoure 1987), mais de fait les conflits sociaux se soldent généralement par une négociation des retenues financières à l'exception du mouvement de 2003. Les enseignants forment un groupe professionnel à part dont la communauté d'intérêts avec d'autres secteurs professionnels n'est pas toujours évidente, alors que, selon le point de vue de Jean-Michel Drevon (ex-secrétaire national FSU), c'est la conversion d'intérêts particuliers en un intérêt général qui fait l'efficacité d'une grève. De plus, si la conversion à une culture de la grève a pris du temps, elle ne peut être considérée comme un acquis, comme en témoigne le chapitre de Char sur le rapport à la grève des stagiaires des trois académies d'Île-de-France, dont 81% n'ont participé à aucune des trois journées de grève nationale en 2011-2012.

La deuxième partie (Retour sur des expériences grévistes), plus courte que la première, se présente comme un échange de points de vue sur l'efficacité de la grève enseignante par plusieurs acteurs du syndicalisme. Louis Astre intervient pour présenter une victoire du syndicalisme enseignant : celle des grèves tournantes de 1962, riposte collective contre un projet de reclassement qui ne concernait pourtant que les seuls professeurs techniques adjoints des ateliers. La solidarité collective apparaît tout aussi importante dans les mots d'André Dellinger qui donne son analyse des conditions permettant la réussite de la grève enseignante, démontrant son attachement à l'universalité, à l'élargissement de la grève, qui ne doit pas selon lui être trop localisée. La question de l'efficacité est surtout celle de la "journée de grève", qui, quoique critiquée, est la forme la plus usitée. Le compte rendu de la table ronde (Évelyne Bechtold-Rognon) sur la grève de 24 heures permet de mettre à distance l'impression trop rapide d'une action isolée et de courte vue : ce mode d'action, qui doit beaucoup au cadre réglementaire, s'inscrit dans un continuum d'actions militantes, qui, ensemble, font l'efficacité ou non d'un mouvement de grève.

La réflexion sur les formes de la grève se poursuit dans la troisième partie (Les alternatives à la grève classique : une recherche typiquement enseignante ?), dans laquelle alternent les textes de militants et de chercheurs. La contribution de Baptiste Giraud montre que la "journée de grève" se prête bien au répertoire d'action gréviste des enseignants, mais moins à celui des salariés du privé, contribuant à la construction sociale et statistique de la sur-conflictualité enseignante. D'autres formes de grève ont été utilisées par les enseignants. Comme le rappellent Alain Dalançon et Louis Astre, en 1965, la grève administrative a cédé peu avant l'arrivée des examens. La grève des enseignants-chercheurs de 2009, analysée par Bertrand Geay, a été un succès par son répertoire d'action éclectique et agrégatif (motions, pétitions, cours alternatifs, rondes des obstinés...) qui a pourtant, revers de

la médaille, constitué un handicap pour l'élargissement du mouvement à d'autres catégories de personnels et aux étudiants. Au Havre en 2010, selon l'analyse d'Alain Ponvert, une mobilisation intersyndicale s'est mise en place, avec information à la population et appel à la grève reconductible pour paralyser l'économie, à laquelle les enseignants ont participé. Pourtant, là encore, la grève reconductible n'est pas parvenue à s'ancre. Trop peu d'enseignants y ont participé, encore influencés par le souvenir de 2003.

La dernière partie (La grève oui, mais combien de temps ?) donne la parole aux acteurs syndicaux pour envisager les conditions de réussite d'une grève reconductible. Les trois textes examinent des mouvements de grève qui ont duré plusieurs semaines. Il ressort que la situation des enseignants dans une conjoncture locale particulière, comme dans la Seine en 1947 où les institutrices et les institutrices partagent des conditions de vie plus difficiles qu'en province (Robert Hirsch) ou en Seine-Saint-Denis en 1998 où la situation scolaire et sociale spécifique du département est à l'origine du mouvement (Bernard Boisseau), permet à une grève d'être très suivie, de durer et d'obtenir des avancées. À l'inverse, la grève nationale reconductible des enseignants de 2003 (présentée par Gérard Aschieri), construite sur le souvenir de la grève de 1995 emmenée par les cheminots, qui se voulait le point de départ d'une grande grève interprofessionnelle, a duré plusieurs semaines et bousculé le gouvernement, mais n'a pas été suivie par les autres salariés. Les enseignants se sont trouvés isolés et mis face à la décision de se livrer ou non à une difficile grève des examens. Durement sanctionnée par le gouvernement, la grève de 2003 fait figure de "traumatisme" (151) dans les mobilisations enseignantes.

Dans les conclusions, André D. Robert revient sur l'originalité de la démarche du colloque puis de l'ouvrage : donner corps à une "épistémologie ordinaire" (159, expression empruntée à Philippe Corcuff), sans confusion entre logique de la connaissance et logique de l'action,

mais plutôt marquée par la circulation entre les deux, perpétuant une tradition de recherche initiée par le Centre d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme. Pour élargir la réflexion, il propose, entre autres, de problématiser de façon plus approfondie le phénomène gréviste, qui peut s'entendre, suivant Gubbels (1962), en termes de "solidarité interne" mais aussi de "désolidarisation par rapport au reste de la société" (164), dont la grève des examens représente le point ultime, plus souvent brandie comme menace que mise à exécution de sorte que « le marqueur identitaire fort du service à autrui se trouve sauf en dernière instance » (165).

Objectif de recherche affiché, ce qui fait l'efficacité de la grève enseignante se dérobe au fil des pages tant il apparaît que celle-ci est insérée dans un mouvement collectif de plus large ampleur. L'adoption d'une approche ouverte, mêlant les regards pour nourrir à la fois la recherche sur le syndicalisme et la réflexion sur l'action syndicale elle-même, présente un intérêt heuristique sur l'efficacité ou non d'épisodes grévistes. Si, pris un à un, les textes sont courts et pourraient gagner à être plus contextualisés (permettre de mieux comprendre les recherches ainsi que les approches des acteurs syndicaux procurerait plus de force à l'ensemble sans nuire à l'ambition d'égalité des points de vue), ils se répondent ou se complètent, de sorte qu'au terme de l'ouvrage on comprend que la grève enseignante se caractérise avant tout par son rapport instable au service public, à l'État, à l'opinion, aux autres groupes professionnels.

Si l'ouvrage donne à connaître l'objet grève enseignante, il permet moins de comprendre la pénétration de la grève

dans le groupe professionnel enseignant, aux côtés d'autres formes de mobilisation collective. Il est rappelé que la grève a progressivement trouvé sa place dans le répertoire d'action des enseignants lorsque ceux-ci ont accepté de prendre une certaine distance avec l'État, ce qui met en jeu la diversité des conceptions du métier. Plus encore, plusieurs contributions traitent du positionnement des enseignants dans la société, clé de compréhension de la grève enseignante (dans sa réglementation, son acceptation par les enseignants, sa réception dans l'opinion, dans la forme de l'action retenue). Historiquement, la grève a supposé l'acceptation de méthodes perçues comme typiquement ouvrières (pour la période de l'entre-deux-guerres, Verneuil pose la question de la grève des cours, sur le modèle ouvrier de l'arrêt du travail, comme mode d'action plus déclassant que la grève du baccalauréat). Or en prolongement de l'ouvrage, on peut se demander quelle légitimité revêt la grève aujourd'hui. Le chapitre de Chaar montre que les non-grévistes ont des origines sociales distinctes des grévistes, notamment ils ont plus souvent un père indépendant (artisans, commerçants, chefs d'entreprise), ce qui signifie qu'ils ont été socialisés à des valeurs plus éloignées du secteur public. Sans recourir autant à la grève, ils adoptent peut-être des formes de revendications alternatives, ce qui, pour reprendre les termes de Baptiste Giraud, "invite alors à réexaminer la question de l'efficacité des stratégies syndicales de recours à des journées d'action ponctuelles" (132), mais d'un point de vue interne aux enseignants.

Géraldine Farges,
IREDU, Université de Bourgogne